

**MONTPELLIER CEDEX 2 - 34965**  
215 rue Samuel Morse Le Triade 3 - CS 79016  
Tél. : 04 99 54 24 60  
auditetstrategie@axiomeassociates.fr

**PLIES EST HERAULT**  
Immeuble Athéna – Bâtiment B  
480 Avenue des Abrivados  
34400 LUNEL

**COMMISSARIAT AUX COMPTES  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

**PLIES EST HERAULT**

Immeuble Athéna – Bâtiment B  
480 Avenue des Abrivados  
34400 LUNEL

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

A l'assemblée générale de l'association PLIES EST HERAULT,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PLIES EST HERAULT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes suivantes de l'annexe des comptes annuels :

- « Provisions » qui décrit l'existence d'un risque en matière partenariale.
- « Comptabilisation des subventions » relative à la constatation des subventions en produits de l'exercice.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Règles et méthodes comptables : nous avons pu vérifier l'application du règlement comptable ANC 2018-06 applicable aux associations. A ce titre, nous nous sommes assurés du respect des dispositions comptables concernant le principe de continuité d'exploitation.

Estimations comptables : nous avons apprécié la prise en compte des produits acquis à la clôture de l'exercice et de l'information figurant en annexe à ce titre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 2 octobre 2025



**Le Commissaire aux Comptes**  
**AXIOME AUDIT ET STRATEGIE**  
*Karen GRANGEON*

**BILAN**

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles:				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	1 691	1 691	0	
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles:				
Terrains, constructions				
Installations techniques, matériels, et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	40 162	19 588	20 574	22 229
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2) :				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés, prêts				
Autres immobilisations financières	1 750		1 750	1 750
<b>Total I</b>	<b>43 603</b>	<b>21 279</b>	<b>22 324</b>	<b>23 979</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production de biens, de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3) :				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances	355 822		355 822	356 196
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	350 395		350 395	415 491
Charges constatées d'avance (3)	4 423		4 423	5 269
<b>Total II</b>	<b>710 640</b>	<b>0</b>	<b>710 640</b>	<b>776 956</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>754 243</b>	<b>21 279</b>	<b>732 964</b>	<b>800 935</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)			1 750	1 700
(3) Dont à plus d'un an			19 725	274 762
Dont à moins d'un an (brut)			340 520	86 703



## BILAN

<b>PASSIF</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise	71 870	71 870
<i>dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés</i>	21 010	21 010
<i>subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau	105 007	93 026
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-3 777</b>	<b>11 981</b>
Autres fonds propres		
Fonds propres avec droit de reprise		
apports		
legs et donations		
subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
<b>Total I</b>	<b>173 100</b>	<b>176 877</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds dédiés	169 365	158 741
<b>Total II</b>	<b>169 365</b>	<b>158 741</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques	27 685	6 944
Provisions pour charges	81 010	66 571
<b>Total III</b>	<b>108 695</b>	<b>73 515</b>
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)	150 000	225 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	51 246	52 382
Dettes fiscales et sociales	76 946	84 947
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Autres dettes	908	
Produits constatés d'avance	2 704	29 473
<b>TOTAL IV</b>	<b>281 804</b>	<b>391 802</b>
Ecarts de conversion passif (IV)		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)</b>	<b>732 964</b>	<b>800 935</b>
(1) Dont à plus d'un an		150 000
Dont à moins d'un an	278 192	212 329
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		

## COMPTE DE RESULTAT

	2024	2023
<b>Produits d'exploitation :</b>		
Prestations de services		
Production stockée, production immobilisée		
Subventions d'exploitation	828 135	780 940
Dons, cotisations, legs et donations		
Reprises sur provisions et amortissements	35 854	12 082
Transferts de charges		22 927
Autres produits de gestion courante	195	150
Utilisation des fonds dédiés	116 542	69 113
<b>Total I</b>	<b>980 726</b>	<b>885 212</b>
<b>Charges d'exploitation :</b>		
Achats de marchandises, de matières premières		
Autres achats et charges externes	197 334	138 749
Impôts, taxes et versements assimilés	28 146	25 524
Salaires	442 721	401 271
Charges sociales	138 149	118 646
Dotations aux amortissements et dépréciations	7 619	7 052
Dotations aux provisions	42 124	23 415
Autres charges	937	10
Report en fonds dédiés	127 167	158 741
<b>Total II</b>	<b>984 197</b>	<b>873 408</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-3 471</b>	<b>11 804</b>
<b>Produits financiers:</b>		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Intérêts et produits financiers	2 541	1 763
<b>Total III</b>	<b>2 541</b>	<b>1 763</b>
<b>Charges financières:</b>		
Dotations aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges financières		418
<b>Total IV</b>	<b>0</b>	<b>418</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>2 541</b>	<b>1 345</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-930</b>	<b>13 149</b>
<b>Produits exceptionnels:</b>		
Sur opérations de gestion	2 389	733
Produits exceptionnels sur opération en capital		
<b>Total V</b>	<b>2 389</b>	<b>733</b>
<b>Charges exceptionnelles:</b>		
Sur opérations de gestion	5 189	1 891
Charges exceptionnelles sur opération en capital		
<b>Total VI</b>	<b>5 189</b>	<b>1 891</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>-2 800</b>	<b>-1 158</b>
<b>Impôts sur les bénéfices (VII)</b>	<b>47</b>	<b>10</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>985 656</b>	<b>887 708</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII)</b>	<b>989 433</b>	<b>875 727</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>-3 777</b>	<b>11 981</b>



## INFORMATIONS GENERALES

### Contexte et vocation de l'association

L'association, composée de membres de droit dotés de la personnalité morale (État, Communauté d'Agglomération Lunel Agglo, et Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or), a été créée afin de répondre aux besoins et aux opportunités en matière d'emploi et d'insertion. Elle s'inscrit dans le cadre des politiques publiques nationales et locales en faveur de l'accès à l'emploi et de la cohésion sociale.

Sa vocation première est de concevoir, proposer et développer des solutions adaptées aux réalités sociales et économiques du territoire. Elle agit en complémentarité avec les dispositifs existants et en coopération avec les institutions compétentes (État, collectivités locales, acteurs de l'emploi, de la formation et de l'action sociale).

### Publics concernés

L'association s'adresse prioritairement aux habitants du territoire confrontés à des difficultés sociales, économiques ou professionnelles qui freinent leur accès à l'emploi. Elle vise en particulier les personnes durablement éloignées du marché du travail, les jeunes sans revenu, ainsi que les ménages rencontrant des fragilités financières.

### Les actions conduites

Afin de remplir sa mission d'intérêt général, l'association met en œuvre un ensemble cohérent d'actions :

- **Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) :**

Ce dispositif propose un accompagnement global, renforcé et de proximité. Il repose sur une approche individualisée qui permet de prendre en compte l'ensemble des freins sociaux et professionnels rencontrés par les participants. L'objectif est de favoriser un retour durable à l'emploi ou à la formation.

- **Le Point Conseil Budget (PCB) :**

Service gratuit et confidentiel, le PCB vise à prévenir les situations de surendettement et à renforcer l'accompagnement des personnes en difficulté budgétaire. Il s'adresse aussi bien aux ménages fragilisés qu'à toute personne souhaitant bénéficier d'un conseil en gestion financière.

- **Le Contrat d'Engagement Jeunes – Rupture (CEJ-R) :**

Ce dispositif s'adresse aux jeunes sans revenu, éloignés du Service Public de l'Emploi et cumulant des difficultés sociales, éducatives ou professionnelles. Il leur propose un accompagnement intensif et sur mesure, combinant remobilisation, orientation et mise en situation concrète, pour leur permettre de construire un projet d'insertion durable.

- **L'animation des clauses sociales (Hérault et Gard) :**

L'association assure l'ingénierie et le suivi de la mise en œuvre des clauses sociales dans les marchés publics et privés. Ces clauses permettent de réserver une partie des heures de travail à des personnes éloignées de l'emploi, favorisant ainsi leur insertion professionnelle au travers d'expériences concrètes et qualifiantes.

### Moyens humains et organisation

Pour mener à bien l'ensemble de ses missions, l'association s'appuie sur une équipe de 15 salariés (11 CDI et 4 CDD, dont 1 CUI-CAE, 2 CUI-CIE et 1 emploi franc) aux compétences complémentaires (conseillers en insertion, éducateur spécialisé, psychologue, technicienne en économie sociale et familiale, chargés de mission, fonctions supports, coordination). L'engagement et la professionnalisation de cette équipe constituent un atout essentiel pour la réussite des projets et la qualité de l'accompagnement proposé aux bénéficiaires.

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

états exprimés en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément au Plan Comptable Général issu du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels, du règlement ANC n°2018-06 du 5 novembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et au règlement du Comité de la Réglementation Comptable 99-01.

Le bilan de l'exercice présente un total de **732 964** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total de **produits de 985 656** euros et un total de **charges de 989 433** euros, dégageant ainsi un **résultat de -3 777** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

### Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les immobilisations données ou mises au rebus sont sorties de l'actif.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## IMMOBILISATIONS

	A	B	C	D
	Valeur brute à l'ouverture	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 31/12/2024 (A+B-C=D)
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Frais d'établissement et de développement	5 830		4 139	1 691
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel outillage industriel				
Installations, agencement, aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	35 218	5 964	1 020	40 162
Emballages récupérables et divers				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières :</b>				
Participations évaluées en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	1 750			1 750
<b>TOTAL</b>	<b>42 798</b>	<b>5 964</b>	<b>5 159</b>	<b>43 603</b>



## AMORTISSEMENTS

	A	B	C	D
	Amortissements cumulés au début	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Amortissements cumulés au <b>31/12/2024</b> (A+B-C=D)
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Frais d'établissement et de développement	5 830		4 138	1 692
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel outillage industriel				
Installations, agencement, aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	12 989	7 619	1 020	19 588
Emballages récupérables et divers				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL</b>	<b>18 819</b>	<b>7 619</b>	<b>5 158</b>	<b>21 280</b>

## CREANCES ET DETTES

Créances	Montant brut au 31/12/2024	Liquidité de l'actif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 2 ans
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1)				
Autres immobilisations financières	1 750			1 750
<b>Créances de l'actif circulant :</b>				
Créances Clients et comptes rattachés				
Autres créances	355 822	336 097	5 681	14 044
Débiteurs divers				
Disponibilités	350 395	350 395		
Charges constatées d'avance	4 423	4 423		
<b>TOTAL</b>	<b>712 390</b>	<b>690 915</b>	<b>5 681</b>	<b>15 794</b>
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
Prêts récupérés en cours d'exercice				

Dettes	Montant brut au 31/12/2024	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires (2)				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	150 000	150 000		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	51 246	51 246		
Personnel et comptes rattachés	25 628	25 628		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	40 023	40 023		
Impôts sur les bénéfices	47	47		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	11 248	11 248		
Subventions				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (3)	908	908		
Produits constatés d'avance	2 704	2 704		
<b>TOTAL</b>	<b>281 804</b>	<b>281 804</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	75 000			
(3) Emprunts envers les associés				



## PROVISIONS

	A	B	C	D
	Valeur à l'ouverture	Augmentations	Diminutions	Valeur au 31/12/2024 (A+B-C=D)
<b>Provisions pour risques et charges :</b>				
Provisions pour risques	6 944	27 685	6 944	27 685
Provisions pour charges	66 571	14 439		81 010
<b>TOTAL</b>	<b>73 515</b>	<b>42 124</b>	<b>6 944</b>	<b>108 695</b>

## FONDS PROPRES

	A	B	C	D	E
	Valeur à l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Valeur au 31/12/2024 (A+B+C-D=E)
Fonds propres sans droit de reprise	71 870				71 870
Fonds propres avec droit de reprise					0
Ecart de réévaluation					0
Réserves					0
Report à nouveau	93 026	11 981			105 007
Excédent ou déficit de l'exercice	11 981	-11 981		3 777	-3 777
<b>Situation nette</b>	<b>176 877</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 777</b>	<b>173 100</b>
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement					0
Provisions réglementées					0
<b>TOTAL</b>	<b>176 877</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 777</b>	<b>173 100</b>

## FONDS DEDIES

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A	B	C	D	E
	Valeur à l'ouverture	Reports	Utilisations	Transferts	Valeur au 31/12/2024 (A+B-C-D=E)
Subventions d'exploitation	158 741	127 167	116 543		169 365
Contributions financières d'autres organismes					0
Ressources liées à la générosité du public					0
<b>TOTAL</b>	<b>158 741</b>	<b>127 167</b>	<b>116 543</b>	<b>0</b>	<b>169 365</b>

## CHARGES A PAYER

	Montant au 31/12/2024
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	
Honoraires à payer	11 339
Fournisseurs factures non parvenues	13 204
Actions PLIE à payer	433
<b>Total I</b>	<b>24 976</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	
Congés à payer	25 628
Charges sur congés payés	8 845
Charges fiscales sur congés payés	1 584
Subvention QPV Etat et Lunel Agglo à reverser	9 000
<b>Total II</b>	<b>45 057</b>
<b>TOTAL</b>	<b>70 033</b>

## PRODUITS A RECEVOIR

	Montant au 31/12/2024
<b>Autres créances</b>	
Subvention FSE+ Hérault 2022 à recevoir	125 810
Subvention FSE+ Hérault 2023 à recevoir	141 290
Subvention FSE+ Hérault 2024 à recevoir	164 044
Subvention FSE+ Hérault 2025 reçue (avance)	-150 000
Subvention PPI 2024 à recevoir	33 000
Subvention Lunel Agglo 2024 à recevoir	15 800
Subvention POA 2024 à recevoir	14 000
Subvention Etat CEJ 2024 à recevoir	4 411
Uniformation à recevoir	3 506
France Travail (emploi franc) à recevoir	1 862
<b>TOTAL</b>	<b>353 723</b>



## CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

	Montant au 31/12/2024
<b>Charges constatées d'avance - exploitation</b>	
Bons d'essence	1 251
Achats	58
Location	1 004
Maintenance	1 373
Assurance	529
Publication	20
Téléphone	100
Internet	15
Cotisations	38
Chèques déjeuner	35
<b>Total I</b>	<b>4 423</b>
<b>Charges constatées d'avance - financières</b>	
<b>Total II</b>	<b>0</b>
<b>Charges constatées d'avance - exceptionnelles</b>	
<b>Total III</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4 423</b>

## PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Montant au 31/12/2024
<b>Produits constatés d'avance - exploitation</b>	
Remboursement APICIL bureau en hauteur	902
Remboursement COPYSUD location photocopieur	1 802
<b>Total I</b>	<b>2 704</b>
<b>Produits constatés d'avance - financiers</b>	
<b>Total II</b>	<b>0</b>
<b>Produits constatés d'avance - exceptionnels</b>	
<b>Total III</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 704</b>

## ANNEXE LIBRE

### Continuité d'exploitation

La continuité d'exploitation est conditionnée au renouvellement des subventions obtenues en 2024. Il en résulte que l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs, pourrait s'avérer inappropriée si ces subventions n'étaient pas reconduites.

### Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2024 fait uniquement état d'actions liées à l'association PLIES Est Hérault.

### Provisions

A la clôture de l'exercice, le risque en matière partenariale constitué sur l'exercice précédent concernant le solde des intercommunalités des opérations FCS VC 2023 n'a plus lieu d'être au regard des sommes reçues. Par conséquent, une reprise est constatée sur cet exercice pour 7 k€.

Cependant, il existe un risque en matière partenariale concernant les soldes de subvention 2024. L'association considère avoir rempli l'ensemble de ses objectifs et obligations conventionnelles. Toutefois, une provision est constituée pour un montant net de 28 k€.

Comme chaque année, l'association constitue une provision pour l'indemnité retraite de ses salariés, la dotation est de 14 k€.

### Fonds dédiés

La subvention DDETS Hérault "PCB" de 17 k€ reçue en 2024 n'a pas d'impact sur cet exercice puisqu'elle concerne l'action Point Conseil Budget qui sera menée en 2025. Une reprise est effectuée pour celle de l'année dernière pour 18 k€. Egalement, la subvention complémentaire DDETS Hérault de 34 k€ nommée "aide budget" reçue en 2024 est neutralisée sur cet exercice puisqu'elle concerne elle aussi l'action PCB "point conseil budget" qui sera menée en 2025. Une reprise est effectuée pour celle de l'année dernière pour 36 k€.

De la même façon, la subvention DREETS Occitanie de 15 k€ reçue en 2024 n'a pas d'impact sur cet exercice puisqu'elle concerne l'action CEJ R qui sera menée en 2025. Une reprise est effectuée pour celle de l'année dernière pour 35 k€. Enfin, la subvention DDETS Gard de 29 k€ reçue en 2024 est neutralisée sur cet exercice puisqu'elle concerne l'action Facilitateur Clauses Sociales Vidourle Camargue qui sera menée en 2025.

Des fonds dédiés sont constitués sur cet exercice concernant le travail effectué en 2025 par l'équipe du PLIE sur des dossiers concernant 2024 pour un montant de 32 k€. Une reprise est effectuée pour ceux constitués l'année dernière pour un montant de 27 k€.

### Comptabilisation des subventions

L'association enregistre dans les produits de l'exercice l'intégralité des subventions qui lui ont été octroyées et notifiées.